

GENÈVE

De l'accueil d'urgence dans des bureaux ?

Les Vert-es proposent des modules démontables pour héberger des sans-abris dans des locaux commerciaux vides.

L'utilisation de ces espaces est appuyée par l'Etat.

MARDI 9 MARS 2021 GUSTAVO KUHN

Les Vert-es genevois veulent utiliser une partie des centaines de milliers de mètres carrés de surfaces commerciales vides pour les transformer en lieux d'hébergement temporaires. KEYSTONE/Gaetan Bally

LOGEMENTS Hiver après hiver, le manque de lieux d'accueil pour les sans-abri se fait sentir avec toujours plus d'acuité à Genève. Et la crise sanitaire a encore aggravé la situation des personnes sans logement. Pour faire face à cette détresse, les Vert-es genevois veulent utiliser une partie des centaines de milliers de mètres carrés de surfaces commerciales vides pour les transformer en lieux d'hébergement temporaires. Ceci grâce à des modules en bois facilement montables et démontables. Un concept offrant davantage d'intimité et un confort accru par rapport aux abris PC souterrains. Pour faire avancer le projet, l'association Occuper l'inoccupé a été fondée, une question urgente écrite destinée au Conseil d'Etat a été posée au Grand Conseil et une motion déposée mardi soir au Conseil municipal de la Ville de Genève.

«Le projet part du constat qu'un nombre important de surfaces de bureaux demeurent durablement vides et que trouver des hébergements pour les sans-abris reste extrêmement difficile, explique l'architecte Renaud Dupuis, du groupe de travail Logement des Vert-es. Cela malgré la créativité sans cesse renouvelée des associations qui travaillent sur le terrain. Il nous est donc apparu qu'il fallait tenter de mieux utiliser le bâti existant pour accueillir des personnes précaires. Sachant qu'il est compliqué de transformer des locaux commerciaux en logements fixes, nous proposons un modèle pour fabriquer du provisoire, dans l'espoir de rencontrer ainsi moins de contraintes légales et moins d'oppositions de principe.»

Trouver des locaux

Concrètement, le projet vise à créer dans des surfaces ouvertes de quelques centaines de mètres carrés un certain nombre de pièces qui pourraient accueillir une ou deux personnes ou des familles, grâce à des panneaux en bois facilement assemblables et adaptables. «Nous nous sommes inspirés de ce que fait déjà en France et en Belgique l'association Unity Cube», raconte Renaud Dupuis. Un budget a été élaboré: pour une installation type pouvant accueillir 28 personnes, disposant d'espaces communs, un coin cuisine et des sanitaires provisoires, il faudrait prévoir quelque 200000 francs de coûts de construction. Mais après démontage, une bonne partie du matériel serait réutilisable dans de nouveaux lieux.

Pour appuyer le projet, des élu·es vert·es ont rédigé des textes tant au niveau communal que cantonal. «Je dépose mardi soir une motion demandant notamment à l'exécutif communal de créer un projet pilote», affirme Louise Trottet, conseillère municipale en Ville de Genève. Le député David Martin a, lui, posé une série de questions au Conseil d'Etat sur la possibilité de transformation provisoire de bureaux vides pour l'accueil d'urgence. «Ce n'est pas la première fois que nous abordons le sujet, mais nous insistons car il y a un gros potentiel», affirme-t-il.



Des modules en bois facilement montables et démontables offrent davantage d'intimité et un confort accru par rapport aux abris PC souterrains. DR

Pour les locaux, l'idée est de conclure des partenariats avec des régies et des propriétaires pour qu'ils mettent des surfaces inutilisées à disposition. Secrétaire général de la Chambre genevoise immobilière (CGI), Christophe Aumeunier ne «voit pas d'écueil majeur sur le principe». «Les propriétaires sont tout à fait enclins à mettre à disposition des bâtiments ou des terrains inutilisés. Moyennant bien sûr un lien de confiance et la garantie d'un retour à l'affectation commerciale après que la surface ait été temporairement destinée au logement. Mais je perçois surtout des difficultés techniques, principalement sur la question des sanitaires et le respect des normes d'hygiène en la matière.» Pendant l'élaboration du projet, plusieurs régies ont déjà été approchées, rapporte Renaud Dupuis. «Deux d'entre elles se sont montrées intéressées.»

Hodgers prêt à peser

Du côté de l'Etat, Antonio Hodgers, magistrat chargé du Territoire, explique que ses équipes travaillent déjà depuis un certain temps sur le dossier. «Nous sommes prêts à répondre prioritairement aux demandes d'autorisation qui seraient déposées. Et politiquement, je suis prêts à prioriser le logement lors des pesées d'intérêts. Il y a urgence. Dans ce genre de cas, je considère qu'il vaut mieux pouvoir disposer d'un lieu d'hébergement peut-être un peu bruyant que de dormir sous terre dans un abri antiatomique.»

Le conseiller d'Etat vert n'en rappelle pas moins que pour des questions de normes légales, seul un tiers des surfaces commerciales vides pourraient être transformables. Ce qui laisse tout de même actuellement de nombreux locaux éligibles. «C'est désormais aux associations d'avancer et de conclure des accords avec des régies et des propriétaires», affirme Antonio Hodgers.

Son collègue socialiste chargé de la Cohésion sociale appuie également la possibilité d'utiliser des locaux commerciaux. «Je soutiens que l'accueil doit se faire au maximum en surface, affirme Thierry Aphotéloz. Il est ainsi de notre rôle de prospecter et de signaler les lieux qui pourraient être utilisés, de rassembler les forces afin de trouver des locaux ou des terrains qui pourraient accueillir des lieux d'hébergement modulables, comme à Fort-Barreau. Nous sommes aussi en train de travailler avec l'Association des communes genevoises pour clarifier les tâches de chacun.»

Dans la pratique, les lieux d'accueil d'urgence sont majoritairement financés par la Ville et gérés par des associations. Alain Bolle, directeur du Centre social protestant (CSP) et membre du Collectif d'associations pour l'urgence sociale (Cause), explique avoir déjà discuté avec les autorités de l'utilisation de locaux commerciaux pour l'hébergement. «Ce n'est pas admissible au vu de la situation de laisser ces surfaces inoccupées», affirme-t-il. Et le projet des Vert·es? Il trouve intéressant que le concept soit modulable, démontable et réutilisable. Alain Bolle se dit ainsi enthousiaste sur un possible projet pilote. «Il y a matière à trouver un propriétaire intéressé et des financements. Il faudra se mettre tous autour de la table. Nous, nous serions en tout cas rapidement opérationnels.»

<https://www.unity-cube.com/>